

Mactanimo esote Dilecti Filii et viri in Christo in Deo habentes, quos causam servit
hujus apostolica cathedra curam habuit (Bret de Ploix à la Liberté.)
La Presse est une œuvre pie d'une utilité souveraine (Ploix.)
Libenter etiam persequimur Vobis in eo ministerio quo fungimini propositum esse firmiter illi monitis
adhaerere quae ab hac Sancta Sede catholica scriptoribus sunt tradita. (Bret de Léon XIII à la Liberté.)

LA LIBERTÉ

journal quotidien politique et religieux

O. I. X. M. V. X.

	Trois mois	six mois	un an
ABONNEMENTS	fr. 6	11	20
SUISSE	10	19	36
FRANCE, BELGIQUE			
ALLEMAGNE, AUTRICHE			
ITALIE, ESPAGNE			
ANGLETERRE, HOLLANDE			
ETATS-UNIS			

Rédaction et Expédition

BUREAUX : 10, Grand'Rue, 10, à Fribourg

La rédaction rend compte des ouvrages dont deux exemplaires lui sont adressés.

Elle annonce ceux dont elle reçoit un exemplaire.

BUREAU DES ANNONCES : Grand'Rue, 10, à Fribourg.

Prix de la ligne ou de son espace : 15 cent.

Des remises sont faites sur les annonces souvent répétées.
Lettres et argent franco.

ance s'il parvenait à la dominer
La pensée seule fait frémir, que
e la France!

G. P. D'A.

NIQUE & FAITS DIVERS

raires de Berlin ont été cités
ibunal correctionnel, pour avoir
te la traduction en allemand du
t, par Emile Zola. Le tribunal a
rtie de l'accusation qui chargeait
d'avoir vendu sciemment des
raux, attendu que ces libraires
ne pas avoir lu l'œuvre qu'ils
nt à répandre. Mais la saisie opé-
aintenue.

M. SOUSSENS, Rédacteur.

HOLIQUE

EN DIEU

ROVIDENCE

ent., la douz. 1 fr., le cent. 5 fr.

FEUILLE

En vente à

L'IMPRIMERIE CATHOLIQUE

de luxe. Prix : 1 fr. 60

ordin. „ 1 „ 20

aint Benoît

aint Vincent de Paul

aint Alphonse de Liguori

les saints. Prix : 2 fr.

mérides „ 60 c.

Assise, des SS. Dominicains, de

ste Thérèse, sont suffisamment

et les nombreux renseignements

icains offrent aux membres des

chacun de ces Calendriers, deux

onges, calendrier sur le carton :

aint-Augustin a aussi édité un

rix que les précédents.

plan tout nouveau, ce calendrier

as Enfants de Marie contenant

le rapport de leur dévotion à la

loc et carton richement ornés.

au précédent quant à la forme

année, une pensée une notice

us les Œuvres de la B. Margue-

rs de la dévotion au Sacré-Cœur.

BOURSE DE PARIS

AU COMPTANT	13 Fév
Cousolidés	100
0/0 Français	82 25
0/0 Italien	114 50
0/0 Anglais	100
0/0 Turc	11 07
0/0 Russe 1877	—
0/0 Autrichien	106 00
Banque de Paris	749 50
Crédit Lyonnais	575
Cobliier français	1465
Crédit foncier	545
Cobliier Espagnol	—
Autrichiens	1580
az Parisien.	2065

ne

LES COURS DE REPETITION

Fribourg, le 12 février 1882.

A la Tit. Rédaction de la Liberté.

Monsieur le Rédacteur,

Afin de renseigner vos lecteurs sur tout ce qui concerne le cours de répétition des recrutables, permettez-moi de vous adresser le texte des instructions données le 14 novembre dernier par la Direction de l'Instruction publique :

Après avoir rendu messieurs les inspecteurs attentifs aux mauvais résultats des examens des recrutables, je leur écrivais : « En vertu de l'art. 261 du règlement général, je vous prie donc instamment de prendre les mesures suivantes :

« 1^o Comme vous avez la liste des recrutables astreints au cours de répétition, il vous sera aisé de vous assurer si le programme des cours à organiser vous a été soumis pour tous les cercles scolaires où sont signalés les ignares. Vous me ferez connaître les instituteurs qui seraient encore en défaut au 1^{er} décembre prochain.

« 2^o Vous remettrez aux préfets de votre arrondissement (s'ils ne l'ont pas déjà) la liste par école des recrutables astreints à la fréquentation des cours, et vous les prierez d'appliquer immédiatement une amende de 20 centimes pour chaque absence qui leur serait signalée, et au bout de cinq récidives la prison.

« 3^o Vous donnerez pour instruction aux instituteurs d'envoyer chaque dimanche au préfet respectif la liste des absences de la semaine pour perception.

« 4^o Vous limiterez les heures d'enseignement de ces cours. Ils n'auront pas plus de cinq heures par semaine en deux fois, car l'instituteur ne doit pas se charger outre mesure.

« 5^o Commencé en novembre, interrompu de Noël au Nouvel-An, le cours sera terminé dans le courant de mars, mais repris pour les recrutables 8 ou 10 jours avant le recrutement, qui se fait ordinairement au mois d'août.

« 6^o Partout où vous ne serez pas sûr du concours de l'autorité locale pour la surveillance de ces leçons, vous tâcherez de les visiter à l'improviste, et je vous autorise à ajouter dans votre feuille d'indemnité des déplacements extraordinaires dans ce but.

« 7^o Je vous adresserai tous les rapports des instituteurs avant de préparer la répartition des subsides, et je vous prie d'être impitoyable pour les cours qui n'auraient pas été donnés ou qui ne le seraient qu'incomplètement. »

Le 18, même mois, j'adressais aux préfets la lettre suivante :

« A propos des cours de perfectionnement ou plutôt de répétition qui doivent s'ouvrir dans le courant de ce mois, je ne saurais assez vous recommander de faire appliquer sérieusement les dispositions des art. 249 à 262 du règlement général. L'enseignement doit être à la portée des élèves et le nouvel ouvrage qui vient de paraître sur les examens des recrutables sera un guide pour les instituteurs.

« J'ai appelé toute l'attention de messieurs les inspecteurs sur ces cours ; sur l'importance de les surveiller et de provoquer une fréquentation régulière. Ils sont entre autres chargés de vous remettre la liste des cours, qui doivent s'ouvrir ; d'inviter les instituteurs à vous envoyer tous les dimanches la liste des absences de chaque recrutable à raison de 20 cent. par absence ; après cinq absences illégitimes vous êtes prié d'appliquer la prison. Nos populations aiment à sentir la main de l'autorité. Faites-la donc peser lourdement sur les individus de mauvaise volonté. — Il faut le concours énergique de tous pour relever notre canton à nos propres yeux et à ceux de nos confédérés. »

S'il y a des cours qui ne se sont pas ouverts selon ces prescriptions, n'était-il pas du devoir de chaque citoyen ami de son pays d'en prévenir le préfet ou l'inspecteur ou la Direction, qui se seraient empressés de mettre un terme aux abus révélés. — Le conseil d'Etat est en ce moment nanti de ces questions. — Le Guide pratique pour les examens de recrues venait à peine de paraître ; il était recommandé dans le bulletin et dans les conférences d'instituteurs. J'apprends avec le plus vif

regret que cela n'a point suffi pour le populariser ; aussi, je ne doute pas que les autorités compétentes ne le rendent désormais obligatoire.

La prochaine conférence des préfets et des inspecteurs aura à s'occuper de diverses mesures devenues nécessaires, pour une meilleure exécution de la loi.

En terminant je ne puis m'empêcher d'inviter les instituteurs qui s'imaginent être victimes de leur dévouement au gouvernement, ou de leurs agissements contre le parti conservateur, à venir examiner leur dossier au bureau de la Direction. Il est fort commode de poser en victime politique, mais la vérité conserve toujours ses droits.

Veuillez agréer l'assurance de ma parfaite considération.

Le Directeur,
H. SCHALLER.

NOUVELLES SUISSES

AGRICULTURE. — L'Emmenthaler-Blatt, recherche les causes de la concurrence faite par les blés d'Amérique à ceux de notre pays. Elle a augmenté dans une proportion énorme depuis quelques années.

En 1880, les Etats-Unis exportaient en Europe 1,700,000 hectolitres de céréales ; en 1880, leur exportation a été de 56,600,000 hectolitres. Comment cela est-il possible ?

La réponse à cette question se résume dans les faits suivants :

1^o Le climat des Etats producteurs de céréales en Amérique est plus favorable que le nôtre à ce genre de culture. L'Illinois, le Michigan, l'Ohio, le Minnesota et le Dakota sont situés à une latitude meilleure, et les pluies y sont moins fréquentes.

2^o Le sol est meilleur et les frais d'engrais sont nuls.

3^o Les terrains sont à bon marché.

4^o Les grands domaines emploient pour labourer et pour battre le grain, des machines à vapeur.

L'Amérique arrive ainsi à livrer un kilogramme de blé à raison de 7 centimes pris sur place. Les frais de transport jusqu'en Suisse s'élèvent à 13 centimes par kilogramme. Le prix de vente étant dans notre pays de 28 à 30 centimes, la différence de 8 à 10 cen-

times forme le bénéfice des intermédiaires spéculateurs. L'agriculteur suisse, de son côté, ne peut pas vendre son blé à moins de 25 ou 28 centimes par kilogramme, s'il veut se récupérer des frais de culture. La situation de notre agriculture est donc bien difficile et il n'y a de ressource sérieuse que dans l'élève du bétail et dans le produit du lait.

Berne

Une commission bernoise a été instituée pour encourager la participation du canton de Berne à l'Exposition nationale de Zurich. A chaque groupe d'exposition un et même deux membres sont attribués. On devra faire les plus grands efforts pour encourager la participation, mais jusqu'à présent fort peu d'exposants se sont annoncés.

Courrendlin. — La fête patronale de la paroisse de Courrendlin coïncidant cette année avec le jour du carnaval et la foire de Delémont, sera avancée d'un jour.

La solennité aura donc lieu le lundi 20 du courant, au lieu du mardi.

Uri

On écrit d'Andermatt au Bund que, à la fin de janvier et au commencement de février, la vallée d'Ursen a eu en moyenne une température de — 6 à 7^e cent. Vers 7 heures du matin et 4 heures de l'après-midi, de + 30^e à 38^e cent. au soleil, chaleur que ses habitants éprouvent rarement en plein été.

Les moutons et les chèvres pâturent sur le Kirchberg, l'Oberalp et le Bezberg, où éclosent déjà les plus belles fleurs alpestres du printemps, et les passages des montagnes ont fort peu de neige. Les roissements commencés il y a cinq ans font de remarquables progrès, et avant peu d'années, la vallée sera de nouveau pourvue de jeunes forêts ; seulement il serait à désirer qu'on supprimât l'élève des chèvres qui leur est très nuisible.

Saint-Gall

Un Comité radical réuni à Au, avec le concours des délégués de la ville de Saint-Gall et de la campagne, a fixé comme suit le programme du parti :

En matière fédérale, le fameux plan du colonel Frei a été adopté dans ses points

ma femme et mes deux enfants à des intervalles assez rapprochés. Un vide immense s'était ainsi créé autour de moi. Ne sachant plus à quoi me rattacher, je pris ma patrie en dégoût et songeais à en sortir quand les événements de la guerre vinrent suspendre mon projet.

Le comte de Wallenstein, général de l'armée catholique, avait été destitué. Mais... à quoi bon vous raconter tout cela ? Vous en savez bien certainement plus que moi.

— Non, non, répondit la chanoinesse. Je vis absolument retirée et tiens à rester étrangère à ces tristes événements. Mon repos en serait troublé sans profit. Et encore en apprendrais-je toujours plus que je ne voudrais. Votre histoire m'intéresse. Continuez, je vous prie, car j'aurais un service à vous demander. Vous avez prononcé tout à l'heure un nom sur lequel je vous serais obligée de revenir. Seulement je sens que la marche m'est nécessaire, comme distraction à mes petites douleurs. Remettez-vous donc en route, s'il vous plaît. Cela ne vous empêchera pas de parler, ni moi d'écouter.

Ils reprirent en effet leur marche. La pauvre femme éprouvait de cuisantes souffrances, qu'elle contenait tant qu'elle pouvait. Sa figure brûlait comme un tison enflammé. Le voyageur reprit :

— Wallenstein était assurément un bon général, expérimenté, habile et brave au possible. Mais il avait aussi des défauts : il était ambitieux, indépendant et portait le faste à un degré scandaleux, choquant même pour les princes. Son désintéressement était tellement suspect qu'on l'accusait de viser au trône. Il fut remplacé par le général Tilly : et quelle différence !

26 FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

LE

RENÉGAT

PAR

A. DEVOILLE

XIV

UN MAGDEBOURGEOIS

Des furieux saisissent d'abord Martinitz. Le noble martyr demande que si on veut le tuer on lui laisse au moins le temps de se préparer à la mort. On lui répond en ricanant qu'il sera bientôt suivi d'un confesseur. Puis pendant qu'il recommandait tout haut son âme à son Sauveur, il est précipité, la tête la première, par une de ses fenêtres du château, d'une hauteur de soixante pieds dans un fossé alors à sec et parsemé de pierres aiguës contre lesquelles il se heurte. Une clameur immense applaudit à cet acte de cruauté. Le burgrave Sternberg et le conseiller Lobkowitz, profitant du désordre et favorisés par quelques braves gens que j'avais requis à mon aide,

purent disparaître dans la foule. Je les enfermai dans un cabinet voisin qui servait de vestiaire et dont j'avais la clef. Je le reconnais : une force extraordinaire me remplissait alors ; je ne songeais pas même au danger auquel je m'exposais moi-même ; j'aurais donné ma vie pour sauver ces honorables magistrats !

Le malheureux Skawata essaya, mais en vain, de demander grâce. Peut-être l'aurait-il obtenue, car il était respecté, si le comte de Thorn n'eût été là pour encourager les assassins. On a dit qu'il avait, contre cet infortuné, une vieille rancune à satisfaire. — Voici l'autre ! s'écriait-il, voici l'autre ! Est-il moins coupable que Martinitz ? à l'œuvre, mes amis ! — Le conseiller est saisi ; dans l'angoisse du désespoir, il s'attache au fer du parapet de la fenêtre et s'y cramponne avec toute l'énergie dont il est capable. Mais avec sa propre épée qu'on lui a enlevée, on lui taille, on lui hache la main jusqu'à ce qu'il ait lâché prise, et il va rejoindre son collègue. De nouveaux applaudissements éclatent. Indigné de ces lâches attentats, le secrétaire du conseil, Fabricius, avait essayé de lever la voix pour s'opposer. Mal lui en prit. La fureur des ultrarquistes se tourna contre lui ; on le précipita par la fenêtre la plus voisine et il tomba aussi d'une grande hauteur.

Mais, par le plus miraculeux des hasards, aucun des trois ne fut tué. Tous purent se sauver par un concours de circonstances qu'il serait trop long de raconter (1).

(1) Tout ce récit est historique.

principaux : 1° élaboration d'une Loi scolaire fédérale avec exclusion des Sœurs enseignantes ; 2° élaboration d'une Loi fédérale sur le droit de vote des citoyens suisses ; 3° initiative populaire reconnue par la Constitution ; 4° enquête sur la situation économique, remplacement du Département fédéral de l'industrie et du commerce par un Département « de l'économie » populaire ; création d'une Chambre de commerce fédérale avec bureau central des arts, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture ; 5° législation internationale sur les fabriques ; 6° protection des émigrants ; 7° unification des chemins de fer.

En matière cantonale, le parti radical propose les réformes suivantes : 1° référendum obligatoire ; 2° droit de proposition du peuple pour l'élaboration ou l'abrogation des lois ; 3° introduction du vote secret obligatoire et du système des urnes électtorales ; 4° agrandissement des collèges électtoraux pour le Grand Conseil ; 5° réduction du nombre des députés ; 6° élection du gouvernement et des députés aux États par le peuple ; 7° réduction du nombre des conseillers d'Etat de 7 à 5 ; 8° représentation des minorités ; 9° augmentation des droits politiques des citoyens.

Dans le domaine fiscal : 1° inventaire officiel obligatoire ; 2° élévation du minimum de fortune non soumis à l'impôt ; 3° impôt progressif sur le capital et le revenu ; 4° punitions plus sévères des fraudes commises au préjudice du fisc ; 5° imposition des sociétés anonymes sur le même pied que les personnes civiles ; 6° exemption de l'impôt en cas de grêle et d'ovail ; 7° impôt de succession.

Enfin, comme réformes judiciaires : 1° diminution du nombre des tribunaux et des juges ; 2° création d'un tribunal cantonal composé de juges permanents et payés par l'Etat ; 3° simplification de la procédure ; 4° délibération publique du tribunal cantonal ; 5° suppression de la cour de cassation civile ; 6° abolition de la juridiction administrative et introduction du principe de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire.

Bâle-Ville

Le gouvernement se trouve dans le cas de proposer au Grand Conseil la constitution d'un tribunal spécial composé d'un président et quatre juges. Par décision du 13 janvier, la Chambre d'instruction a décidé de renvoyer devant le tribunal pénal cantonal, pour diffamation d'une autorité constituée et falsification de documents dans une intention délictueuse, trois individus, dont l'un, Badois, est en fuite, l'autre, Autrichien, est arrêté, et le troisième est la femme de ce prévenu.

Comme l'acte d'accusation vise un pamphlet, intitulé *Justizstrolche*, qui a injurié gravement le tribunal cantonal à propos du jugement rendu par lui dans une affaire de meurtre commise sur la route de Grenzach, les membres de ce tribunal, se considérant comme collectivement intéressés dans cette affaire, se sont réunis, et il est ainsi devenu absolument nécessaire de les remplacer.

Les dépôts à la Caisse d'épargne viennent d'atteindre le chiffre respectable de dix millions ; sur sept habitants il y a deux livrets et pour chaque livret plus de 500 fr. Cet établissement avait un local devenu insuffi-

Allez consulter toute l'armée et elle vous dira en quelle estime elle tient ce grand général aussi pieux que brave, aussi habile que modeste et ne cherchant en toute chose que le bien public et le succès de la cause sacrée qu'il est chargé de défendre. C'est l'homme qu'il faut pour les circonstances présentes. A moins que Dieu n'ait juré de perdre l'Allemagne, le général Tili arrêtera le torrent. Ses soldats disent de lui que c'est un saint sous l'habit militaire. Le début de ses opérations fut le siège de Magdebourg, mon infortunée patrie. La ville était investie dès le mois de décembre de l'année précédente ; mais le siège était poussé très mollement, Tili espérait toujours que la ville se rendrait. Il écrivait lettre sur lettre aux magistrats de la ville, aux habitants, au commandant suédois. Mais ces huguenots comptant sur le roi de Suède, ne donnaient que des réponses évasives.

« J'étais dans l'intérieur de la ville. J'ai vu, j'ai partagé les calamités dont elle était le théâtre. Investie depuis six mois, elle avait consommé peu à peu ses provisions.

« Le bas peuple, dévoré par la faim, criait merci. Les catholiques surtout demandaient à cor et à cri que la ville se rendit. Les magistrats restaient sourds, et les soldats huguenots refoulaient durement les malheureux réclamants. Je faisais un jour partie d'un de ces groupes misérables qui cherchaient dans les jointures des pierres, dans les évier et jusque dans les égouts la moindre chose qui pût leur servir d'aliment, quand un officier de la troupe vint à passer. J'osai poser la main sur la bride de son cheval, et lui adresser quelques paroles pour

sant ; il va construire un bâtiment plus vaste dans la rue qui aboutit au pont supérieur. Diverses banques avaient aussi leur Caisse d'épargne, mais pour des dépôts de 50 fr. au moins ; l'une d'elle a étendu la mesure aux sommes les plus minimes et a trouvé faveur auprès du public.

Tessin

La *Liberté* se plaint d'abus criants commis par M. Togni, secrétaire des commissaires fédéraux chargés de l'enquête dans le Tessin.

Grâce à la manière de faire de ce secrétaire, qui peut tout, parce que les commissaires fédéraux, ignorant la langue italienne et à plus forte raison le patois tessinois, ne peuvent exercer une surveillance efficace, l'enquête ne porte plus seulement sur les opérations extérieures qui ont des rapports avec les élections du 30 octobre.

M. Togni veut pénétrer dans le sanctuaire même des consciences et il prétend forcer les témoins qu'il interroge à faire connaître pour quels candidats ils ont voté.

C'est une infamie ! s'écrie avec raison la *Liberté*.

Un autre abus encore signalé et flétri par le journal conservateur du Tessin, c'est la prétention de M. Togni de ne pas seulement faire porter l'enquête sur les élections fédérales du 30 octobre, mais encore de vouloir forcer les témoins à répondre à des questions qui se rapportent uniquement aux élections cantonales et communales.

L'opinion publique est justement indignée de semblables agissements et demande que les commissaires fédéraux mettent enfin à la raison leur secrétaire qui les compromet si gravement, en commettant en leur nom des excès aussi répréhensibles.

Vaud

Le procès des administrateurs de la commune de Valleyres-sous-Rances est terminé. Samedi, à 5 heures, le jury est entré dans la salle de ses délibérations. Après deux heures d'attente, lecture a été donnée par M. Chenaux, député, chef du jury, des réponses aux questions du programme. Deux accusés ex-boursiers de la commune, ont été reconnus non coupables. Le jury a réservé toutes ses rigueurs pour F. R. et L. W., ex-boursier et ex-secrétaire municipal. Ils ont été reconnus coupables de malversation et de faux.

Dimanche matin, audience de la cour, plaidoiries des parties civiles. A 11 heures une foule compacte envahit les tribunes. M. le président donne lecture du jugement. En suite du verdict du jury et conformément aux conclusions du ministère public, F. R. et L. W. ont été condamnés chacun à 2 ans de réclusion, à la privation des droits civiques à vie, aux frais, à la restitution des sommes détournées, au paiement des frais d'intervention des parties civiles.

Voici le toast porté à la patrie, à Aigle, le 5 de ce mois, par M. le chanoine Beck, aumônier du 53^e bataillon d'élite lors de la campagne de 1857 :

« Monsieur le colonel et chers frères d'armes.

« Selon l'usage antique et infiniment respectable, le toast à la patrie occupe toujours, comme de juste, dans toutes les fêtes civiles et militaires, le premier rang, et un aumônier suisse s'estimera toujours heureux de

exciter sa pitié. Je n'avais pu encore achever une phrase que le furieux s'écria : — Tu n'es qu'un lâche, un vil papiste, un ennemi de l'ordre public. — Et le diable l'emporta ! — Et tirant son épée, il m'abattit le bras qui tenait la bride de sa monture. La foule furieuse allait se précipiter sur lui ; mais il pigua des deux et put échapper. On me rapporta baigné dans mon sang.

« Je passai ainsi sur mon lit les derniers jours du siège. Un barbier, mon voisin, avec qui j'avais plus d'une fois partagé ma nourriture, eut la bonté de me passer du mieux qu'il put. J'aurais dû mourir, j'en aurais été heureux ; mais Dieu ne le permit pas. Ma blessure se cicatrissa assez promptement et je me remis à me lever quand le sort de ma patrie était décidé.

« Le général Tili reculait toujours devant un assaut ; il redoutait les conséquences qui en devaient résulter. Son conseil, au contraire, et surtout Pappenheim, insistaient vivement pour qu'il eût lieu. Une dernière tentative de conciliation ayant été inutile, les assiégés ayant même retenu deux jours l'envoyé, sans doute pour gagner du temps, Pappenheim irrité des lenteurs de son chef, s'élança enfin à la tête de ses troupes, monta à l'assaut et pénétra dans la ville avant que le reste de l'armée se soit ébranlé. La résistance de la garnison fut faible, mais celle des habitants fut énergique. On se battit dans les rues pendant deux heures ; des coups de fusil parvenaient de chaque fenêtre, ce qui portait au comble la fureur des assiégeants même luthériens ; car l'armée de Tili, ne comptait pas rien

se faire l'interprète des sentiments qui animent envers la patrie commune les enfants d'un même pays. — Le mot « patrie » est un mot admirable, avec celui de « charité ». Je n'en trouve point de plus beau dans le langage humain : Dieu et patrie. Amour et dévouement. Patrie vient du mot père, pays du père. La Suisse qui est notre patrie, nous l'aimons tous ; elle est une mère féconde ; les 22 enfants qu'elle protège et entretient, lui sont tous également très attachés ; dans cette grande famille composée d'éléments divers, formée de caractères, de mœurs, disons-le aussi, de langages variés, d'aptitudes, de tempéraments et de goûts différents, il est bien difficile, même à la meilleure des mères de n'avoir pas des préférences qui se justifient du reste par les témoignages plus ou moins assidus et dévoués de la part des divers membres de cette même famille.

« Toutefois, que ces préférences naturelles se justifient ou pas, elles ne doivent jamais ni refroidir ni amoindrir chez un enfant bien élevé, dans un cœur reconnaissant, son amour, son affection pour sa mère. Un enfant d'élite et respectueux à quel âge qu'il soit, dans quelle condition qu'il se trouve, ne doit jamais se considérer comme quitte envers la patrie sa mère ; son amour pour elle doit aller jusqu'à taire, à cacher soigneusement ses défauts, s'il venait à lui en découvrir. Arrière donc la pensée coupable que cette mère au cœur généreux n'ait jamais devenir une marâtre pour aucun de ses enfants. — S'il y a des Benonis dans toutes les grandes familles, il ne faut pas que les aînés soient jaloux : des Benjamin il y en aura toujours. — N'est-ce pas à cause de l'un de ceux-ci que nous avons marché avec tant d'entrain, il y a 25 ans, sur les bords du Rhin. Nous avions un frère cadet né amphibie, qui était un sujet de difficultés incessantes pour la mère-patrie. Pour l'arracher à une situation devenue intolérable on a fait appel à nos bras. Aux bords du Rhin nous nous sommes rencontrés, nous autres Valaisans, sous la direction et l'autorité du même chef, le brave colonel Charles Veillon, prêts à donner notre vie à Dieu et nos corps aux Armagnacs pour défendre ce cher Benjamin, lorsque grâce à un protecteur puissant, ami des Suisses, et au bon vouloir d'un monarque magnanime envers ses sujets, messieurs les Pourlals de Neuchâtel, ce canton est devenu exclusivement suisse. Aujourd'hui, si les nouvelles armoiries de Neuchâtel ornent l'écusson fédéral, c'est aussi grâce à la démonstration armée à laquelle il nous a été donné de prendre part à l'appel de la patrie il y a 25 ans, de cette bien-aimée Suisse pour laquelle nous serions encore disposés à verser notre sang. — Je vous prie de lui porter un toast dévoué, ainsi qu'aux magistrats qui président à ses destinées.

« Vive la Confédération suisse ! »

NOUVELLES DE L'ETRANGER

Lettres parlementaires

(Correspondance particulière de la Liberté.)

Paris, 13 février.

Les journaux avaient annoncé pour aujourd'hui une interpellation sur la situation en Tunisie et dans le Sud-Oranais. M. Pel-

letan devait développer cette interpellation, MM. Révilton et Lefèvre devaient la soutenir et on ne devait pas abandonner la tribune avant d'être parfaitement fixé tant sur la sécurité de notre frontière oranaise que sur l'occupation tunisienne.

Si peu confiants que l'expérience nous ait faits au sujet de la prévoyance et de l'énergie de cette Chambre, nous avions ajouté foi à ces bruits et vraisemblablement le public avait fait comme nous, car de nombreux spectateurs se pressaient dès deux heures dans les tribunes, bien que la séance ne dût ouvrir qu'à trois heures. Il faut dire à notre excuse et à celle du public que l'interpellation annoncée était non seulement légitime, mais urgente.

En effet, au lendemain de leurs nominations, députés et sénateurs juraient de faire lumière — toute affaire cessante — sur la question tunisienne et algérienne. On voulait savoir si on aurait l'occupation générale, l'occupation restreinte ou, comme le demandaient quelques-uns, pas d'occupation du tout et le rapatriement de nos troupes.

On voulait connaître le chiffre d'hommes nécessaire tant pour protéger le Sud-Oranais que pour parer aux éventualités Roustan et C^o. On désirait avoir des chiffres précis en hommes et en argent.

M. Gambetta, succédant à M. Grevy, promit beaucoup mais ne donna rien. C'est sa coutume. M. Ferry et M. de Freycinet ont succédé à M. Gambetta et ne paraissent pas disposés à nous donner plus de renseignements que lui. Il était donc admissible qu'on provoquât une explication ; car enfin cette question a bien son importance, ce nous semble.

Les contribuables et les pères de famille, notamment ceux dont les enfants font partie de la classe 1876, envisageraient même cette question comme capitale, qu'on ne saurait les en blâmer.

Les premières facettes tunisiennes nous ont coûté assez gros en hommes et en argent pour qu'on soit bien aise de savoir où et quand s'arrêtera cette prodigalité. En ce qui concerne le Sud-Oranais, l'Agence-Havas nous a donné, il est vrai, quelques renseignements. On a dit que la limite du Tell jouissait d'une sécurité parfaite... sauf les razzias échangées entre tribus soumises et insoumises. Mais ce « sauf » si légèrement lancé par l'officieuse Agence n'a rien de très rassurant. On sait en effet que ces razzias de tribus à tribus servent toujours de manteau à des razzias contre les Roumis, dans lesquelles les fermes et les maisons du Tell sont incendiées et les colons, hommes, femmes et enfants, massacrés ou emmenés en esclavage.

On nous dit aussi que les généraux Sansier et Forgemol sont à Paris où ils confèrent fréquemment avec le vainqueur des Prémontres. Nous sommes convaincus qu'il se dit de fort belles choses dans ces conférences intimes, mais un peu de clarté officielle eût fait bien mieux l'affaire du pays. Or cette lumière pouvait être provoquée par l'interpellation annoncée.

Mais aujourd'hui il n'est pas plus question de cette interpellation que si nous n'avions pas d'intérêts en Algérie et en Tunisie. En séance on bâille en écoutant MM. Can-

tagrel, Sarrien et Petit-Bien. Dans les couloirs on pointe les scrutins de l'élection Hérisson-Boysset, pour savoir si les opportunistes peuvent encore lutter contre les antiopportunistes, autrement dit si on est en force pour lutter contre la campagne de dissolution.

Et si l'on vient à rappeler l'interpellation. « Taisez-vous, silence, s'écrie-t-on, évitons toute occasion de conflit parlementaire. — Mais nos soldats ? Mais nos colons ? Mais notre épargne ? — Plus tard, plus tard, consolidons d'abord nos sièges. »

Nous ne savons si M. Gambetta a jamais revê la dissolution de cette Chambre, si bien faite à son image, au point de vue de l'égoïsme tout au moins. Mais ce que nous savons bien, c'est que jamais majorité révolutionnaire ne vint siéger sur les bancs du Parlement avec un pareil bagage de cynisme et de lâcheté.

On affirme que la nomination comme ambassadeur à Pétersbourg de l'amiral Jaurès vient d'être signée par le président Grevy. On parle aussi de la nomination de M. Tissot à l'ambassade de Londres et de M. de Noailles à Constantinople.

Les amis de M. Gambetta affirment qu'à son retour, qu'ils donnent comme très prochain, M. Gambetta se fera inscrire à l'Union républicaine. Ce groupe compte environ 140 adhésions et peut servir à M. Gambetta pour organiser, le moment venu, une coalition dont M. de Freycinet serait le mauvais marchand.

On fait beaucoup de gorges chaudes sur

l'excuse donnée par le citoyen Talandier au sénariste Lavroff. En effet, rejetant la responsabilité sur le défunt cabinet,

FRANCE

Le tribunal de la Seine a rendu une curieuse affaire man. — Pot-Bouille, lois, M. Zola met en scène de Duverdy dont la manière de l'auteur, Or M. Duverdy existe la cour d'appel de Paris.

Ayant inutilement cherché le nom de son père, a intenté un procès à l'estime qu'un nom propre a droit de se voir attribuer.

L'avocat de M. Zola a tenu que la littérature un romancier ne peut les noms de ses personnages.

La Gazette de France a vanté que nous représentons.

Le télégraphe

C'est une belle d'un bout à l'autre vent causer ensemble sans avoir besoin.

Il n'a qu'un inconvénient aux interlocuteurs leur permet pas de se ils ne peuvent être l'autre que par une à la station centrale absolument étrange dans la mise en contact de la destinataire graves confidences n'étaient pas destinées.

C'est, dit-on, ce ment ; ceux qui se précisaient même la chose s'est passée.

Deux grandes séries des affaires d'aurait été dans d'elle, qui n'avait de l'en tirer, vouloir pour l'y emprisonner.

La première est phone, et demand la seconde ; la chose se met à lui expliquer malheureusement s'était trompé, et qui, fort étonnée sait, reçoit la confirmation signifier le prix l'empêcher.

Lorsque celle-ci avertit le correspondant n'était point celle il était trop tard, Or, les malins puissance qui, si vrier, a été, dans bas par une in elle ne pouvait empêchée de se sur le carreau.

Les disent tout générale, et la fa date indiquée, se du conseil d'administration juste au moment gues, ils allaient pour la relever.

Quant à savoir correspondance égarée, ils assurement embarrassé à la signature et l'adresse sommes pas au pas nous faire l'cel incident est.

Ce que nous que s'il existe ce faire ainsi obé de pareilles rui qu'il eût de bien d'argent à faire.

Quoi qu'il en ment par avoir téléphone n'a p s'est trouvé le dre donné ne s quand il l'a vu.

Le jour de la culpés invoque

l'excuse donnée par M. de Freycinet au citoyen Talandier au sujet de l'expulsion du nihiliste Lavroff. En effet, M. de Freycinet, en rejetant la responsabilité de cette expulsion sur le défunt cabinet, a été plus que pileux.

FRANCE

Le tribunal de la Seine est appelé à juger une curieuse affaire. Dans son dernier roman, — *Pot-Bouille*, — que publie le *Gaulois*, M. Zola met en scène un avocat du nom de Duverdy dont le portrait est, selon la manière de l'auteur, très chargé en couleurs. Or M. Duverdy existe; il est même avocat à la cour d'appel de Paris.

Ayant inutilement prié M. Zola de changer le nom de son personnage, M. Duverdy a intenté un procès à l'auteur et au *Gaulois*, estimant qu'un nom patronymique est une propriété dont le seul porteur de nom a le droit de disposer.

L'avocat de M. Zola, au contraire, soutenu que la littérature serait impossible si un romancier ne pouvait prendre où il veut les noms de ses personnages.

Le jugement sera rendu dans huit jours.

La *Gazette de France* publie l'article suivant que nous reproduisons à titre de renseignement.

Le téléphone indiscret.

C'est une belle chose que le téléphone; d'un bout à l'autre de Paris deux amis peuvent causer ensemble de leurs petites affaires sans avoir besoin de se déranger.

Il n'a qu'un inconvénient, c'est que s'il permet aux interlocuteurs de s'entendre, il ne leur permet pas de se regarder, et comme ils ne peuvent être mis en rapport l'un avec l'autre que par une manipulation effectuée à la station centrale et à laquelle ils restent absolument étrangers, la moindre erreur dans la mise en communication peut changer le destinataire et faire arriver les plus graves confidences à des oreilles à qui elles n'étaient pas destinées.

C'est, dit-on, ce qui est arrivé dernièrement; ceux qui se prétendent bien informés précisent même la date, et affirment que la chose s'est passée le dimanche 5 février.

Deux grandes puissances avaient à causer des affaires d'une troisième que l'on disait être dans ses petits souliers; l'une d'elle, qui n'avait pas à cœur, tant s'en faut, de l'en tirer, voulait faire intervenir l'autre pour l'y emprisonner tout à fait.

La première emboucha donc son téléphone, et demanda la communication avec la seconde; la communication établie, elle se met à lui expliquer ce qu'elle voulait; malheureusement, il paraît que l'employé s'était trompé, et ce fut une tierce personne qui, fort étonnée de l'honneur qu'on lui faisait, reçut la confidence et entendit finalement signifier cet arrêt: « Il faut à tout prix l'empêcher de se relever. »

Lorsque celle-ci s'aperçut de l'erreur et avertit le correspondant fourvoyé qu'elle n'était point celle à qui il croyait s'adresser, il était trop tard, le mot terrible était lâché.

Or, les malins prétendent connaître une puissance qui, simplement ébranlée le 6 février, a été, dans les jours suivants, jetée bas par une intervention contre laquelle elle ne pouvait pas se défendre, et si bien empêchée de se relever qu'elle est restée sur le carreau « étranglée. »

Ils disent tout crûment que c'est l'Union générale, et le fait est que, trois jours après la date indiquée, son directeur et son président du conseil d'administration étaient arrêtés juste au moment où, assistés de leurs collègues, ils allaient tenter les derniers efforts pour la relever.

Quant à savoir entre qui s'échangeait la correspondance téléphonique qui s'est ainsi égarée, ils assurent qu'ils n'éprouvent aucun embarras à le deviner et ils y mettent la signature et l'adresse sans hésiter. Nous ne sommes pas aussi forts qu'eux, et ne voulons pas nous faire l'écho des commentaires dont cet incident est l'objet.

Ce que nous pouvons dire seulement, c'est que s'il existe quelqu'un qui, capable de se faire ainsi obéir, n'ait pas reculé devant de pareilles ruines pour se venger, il fallait qu'il eût de bien terribles dettes de sang et d'argent à faire payer.

Quoi qu'il en soit, nous finirons probablement par avoir le mot de l'énigme, car si le téléphone n'a pas gardé son secret, celui qui s'est trouvé le confident malgré lui de l'ordre donné ne s'est pas cru obligé à se taire quand il l'a vu si ponctuellement exécuté.

Le jour de la justice viendra, et si les inculpés invoquent son témoignage, il est à

croire qu'il n'hésitera pas à le leur apporter. Ce jour-là on verra peut-être pourquoi l'Union générale est tombée, mais on verra assurément, nous croyons pouvoir l'affirmer, pourquoi elle s'est trouvée, d'une manière si étrange et si subite, mise, par l'arrestation de ses chefs, dans l'impossibilité absolue de se relever, et d'user dans ce but de toutes les ressources dont elle pouvait encore disposer.

ITALIE

La Chambre a approuvé l'article de la commission accepté par le ministère et consacrant le principe de la représentation des minorités. Le principe serait appliqué seulement aux collèges nommant cinq députés; ces collèges seront au nombre de 33 au minimum et de 38 au maximum.

Le Parlement élira une commission composée de six sénateurs et de six députés pour fixer les circonscriptions électorales sous la présidence de M. Depretis.

Les avis de Rome annoncent que l'Italie cherche à provoquer la réunion d'une conférence européenne qui aurait lieu à Rome pour traiter la question de l'Égypte, mais le succès de ces démarches est douteux.

La décente qui s'effectue entre les cabinets au sujet de l'Égypte produit une impression favorable.

ANGLETERRE

La reine d'Angleterre, en sa qualité d'impatrice des Indes, a nommé membre de l'ordre de l'Empire un Jésuite, le R. P. Lafon, ancien recteur du collège de St-François-Xavier à Calcutta.

Le R. P. Dalac, autre Jésuite, qui dirigeait à Paris l'école préparatoire de Sainte-Genève, se trouve aujourd'hui à la tête d'un grand établissement à Cantorbéry. Déjà 160 élèves français s'y trouvent réunis, et le nombre des demandes d'admission est tel, qu'il s'agit de construire les bâtiments pour au moins 1,000 élèves.

AUTRICHE-HONGRIE

On a reçu du commandant général de Séraïévo les renseignements officiels suivants, qui portent la date du 11 :

Un détachement, parti de Foca pour faire une reconnaissance, a repoussé de 2 à 3,000 insurgés, qui occupaient deux fortes positions entre Dirien et Budan, et les a forcés à battre en retraite jusque dans les environs de Merzica. Les troupes n'ont eu le 9 et le 10 février que deux blessés. Une autre colonne, allant de Brunnau à Canica a rencontré une petite bande d'insurgés qui s'est enfuie en apercevant les troupes. Dans la partie supérieure de la vallée Xaleynica, les insurgés ont reçu, dans la nuit du 9 au 12, des renforts considérables, venant de Trescavica, de Planina et principalement du défilé de Marallo. Le 10, à 6 1/2 h. du matin, des bandes considérables sont descendues vers Tirnova des hauteurs situées au sud-ouest de cette place. Un bataillon et une compagnie sont sortis de Tirnova pour aller à leur rencontre et leur ont livré un combat qui a duré jusqu'à 1 h. 1/2 de l'après-midi. Le combat s'est terminé par la fuite des insurgés qui se sont repliés sur Trescavica et Planina.

Les insurgés ont laissé sur le champ de bataille 20 morts.

Ils ont enlevé à peu près deux fois autant de blessés. Les troupes autrichiennes ont eu 1 officier tué et 4 soldats blessés grièvement.

La *Correspondance politique* publie une lettre de Mostar, en date du 6 courant, suivant laquelle les autorités autrichiennes constatent que le cordon de troupes monténégrines commence à déployer une activité très correcte et très efficace, le long de la frontière.

Une ordonnance, publiée par le gouvernement monténégrin, enjoint à ce cordon de surveiller très sévèrement tous les passages. Toute connivence avec les insurgés de la Crivoscie et de l'Herzégovine sera punie, de même que le départ de volontaires, la fourniture d'armes, de munitions, d'approvisionnement et l'assistance que l'on prêterait éventuellement aux insurgés fugitifs.

Un commandant monténégrin, qui avait contrevenu à ces prescriptions, a été condamné à l'amende et à la prison.

D'après les avis de Pesth envoyés à la *Correspondance politique* de Vienne, le député Daniel Iranyi préparerait une motion proposant l'introduction de la censure pour

les théâtres afin d'empêcher la représentation de pièces frivoles d'origine française dans les théâtres hongrois.

La *Presse de Vienne* annonce une prochaine déclaration du prince de Montenegro qui paraîtra dans le journal officiel, et d'après laquelle il fait à ses ministres un devoir d'observer la plus stricte neutralité, aussi longtemps que l'Autriche observe de la manière la plus amicale les principes internationaux. En même temps, le prince a ordonné de pourvoir aux besoins des fugitifs, frères innocents qui sont tombés dans la misère.

D'après le *Standard*, l'Autriche a renoncé à occuper le Montenegro, et elle négocie avec le prince Nicolas pour le passage éventuel de troupes autrichiennes sur son territoire.

Le *Vaterland* de Vienne donne des détails sur les nombreuses arrestations opérées à Léopol, Stanislaw, Kolomea, Chernowitz, etc., à la suite de la découverte de papiers des plus compromettants, chez un conseiller autrichien à Léopol, du nom de Dobranski, de nationalité ruthène. Au dire des journaux de Vienne, on aurait découvert une vaste conspiration ruthène.

La police aurait été amenée à faire cette perquisition chez ce haut fonctionnaire, parce qu'elle avait eu des preuves que le fils du conseiller autrichien avait obtenu, au moyen de l'argent russe, l'entrée de toute une commune ruthène dans le giron de l'Eglise schismatique. Le fils Dobranski serait, au dire du *Vaterland*, attaché à la chancellerie de M. Ignatieff à Saint-Petersbourg.

ALLEMAGNE

Une bonne nouvelle nous arrive de Berlin. La commission du projet de loi politico-ecclésiastique a adopté le paragraphe de cette loi d'après lequel les évêques déposés, qui sont réintégrés dans leur charge par le roi, n'ont pas besoin d'être de nouveau reconnus par l'Etat. Ce vote est de bon augure pour les débats de l'Assemblée plénière. Les conservateurs semblent décidés en principe à soutenir les motions du centre. En général, l'humeur du Landtag n'est pas très belliqueuse.

Un prince allemand souverain de l'Égypte! Tel est le plan que des journaux anglais ont voulu prêter à M. de Bismarck. D'après la *Saint James Gazette*, le chancelier aurait eu l'idée de séparer l'Égypte de la Turquie et de placer au Caire un monarque membre de l'une des familles princières d'Allemagne. La nouvelle est contredite par les journaux allemands qui se demandent comment des nouvelles aussi dépourvues de vraisemblance trouvent encore des lecteurs.

TURQUIE

La Porte commence à le prendre de très haut avec l'Angleterre. Elle vient, d'après une dépêche de Bucharest, d'envoyer des instructions à Musurus-Pacha, ambassadeur du sultan Abdul Hamid, près de la reine Victoria, pour obtenir l'expulsion de M. Mackenzie Wallace, correspondant du *Times* à Constantinople. Et pourquoi cette mesure rigoureuse? Par une raison bien simple: M. Wallace se serait rendu coupable de révélations sur les desseins qui ont motivé la mission d'Ali-Nizami-Pacha à Berlin, sur les projets panislamiques du sultan et sur les agissements des agents ottomans en Égypte.

C'est presque à ne pas en croire ses yeux! Comme s'il n'était pas du devoir de la Porte de garder ses secrets et de celui du correspondant du *Times* de les révéler quand ils viennent à sa connaissance! Mais outre que les Turcs sont témoins des défaillances de l'Angleterre, ils se sentent appuyés par l'Allemagne, et là est la cause de leur arrogance.

AFRIQUE

La *Pall Mall Gazette* annonce, d'après des informations particulières reçues à Liverpool, que la ville de Fouricaïal, dans l'Afrique occidentale, aurait été détruite par un incendie qu'avaient allumé les indigènes. Les établissements français et anglais auraient été ensuite pillés par les incendiaires.

On signale l'absence de plusieurs chefs de factoreries et de quelques employés; on craint qu'ils n'aient été assassinés.

AMÉRIQUE DU SUD

La population étrangère de Chincha, au Pérou, a essayé vainement de défendre la ville contre les maraudeurs qui l'ont prise et pillée en tuant soixante étrangers et en causant un dommage de huit millions de dollars.

M. Prescott, ministre des Etats-Unis, a présenté au président du Chili ses lettres de créance. Des paroles très cordiales ont été échangées.

CANTON DE FRIBOURG

Ce matin a eu lieu le septième tirage des séries de l'emprunt à primes de la ville de Fribourg.

Sont sorties les séries :

71	613	1043	1455
1468	1469	1877	2296
2361	2668	2705	2792
2913	3104	3156	3188
3453	3740	3743	3978
4003	4275	4297	4317
4422	5775	6344	6527
6594	6808	7078	7118
7361	7364	7489	7509
7591	8042	8079	8279
8425	9992	10135	10684
10761			

Le tirage des lots aura lieu le mercredi 15 mars prochain.

Estavayer, 15 février.

Le Rédacteur en chef (ouf!) du *Bien public* est arrivé dimanche dernier dans notre ville, en observant le plus strict incognito. Quelques amis seulement et des plus intimes ont été admis à présenter à l'homme de l'avenir les témoignages de leur respectueux dévouement. La politique était, paraît-il, étrangère au but de ce voyage. Tout au plus a-t-on jeté les premières bases du plan d'attaque pour les élections générales de 1886, si tant est que l'on puisse rallier les survivants des batailles livrées en 1881. L'illustré publiciste était évidemment agité par d'autres préoccupations d'un caractère plus personnel et plus intime, qui pourraient bien être un jour livrées à l'indiscrétion des piliers publics d'Estavayer et Fribourg. Vos lecteurs seront exactement informés de la marche des négociations, afin que tous puissent, au moment donné, prendre part à la joie que fera naître dans le canton de Fribourg un événement si important pour le pays tout entier.

Notre hôte reprit lundi, sans tambours ni trompettes, le chemin de la gare pour retourner à sa rédaction en chef et raconter à Laurent, son sous-secrétaire, les péripéties et les émotions du voyage. A Payerne et dans toutes les gares du parcours, le neveu du colonel observa le même cérémonial qu'à Estavayer, c'est à dire l'incognito le plus complet. Quelques passagers de troisième avaient toutefois observé les allures mystérieuses du voyageur, en guignant par le trou de la lanterne. L'un d'eux, plus patient que les autres, compta que de Payerne à Fribourg l'incognito des secondes avait fait faire à son binocle quatorze voyages de la poche de gilet à son nez. Pauvre nez!!

Mama attendait le Rédacteur en chef à la gare de Fribourg et l'emmena dîner.

BIBLIOGRAPHIE

Le numéro du 7 février de la *Revue géographique l'Exploration* (264), contient le commencement d'un article sur l'expédition du capitaine Gallieni au Niger. Nous attirons l'attention des lecteurs sur cette série d'articles, véritable journal de voyage, rédigé par un témoin oculaire, et qui sera accompagné de cartes et de gravures originales. — On a dit que l'île de Chio allait disparaître, M. Henriot combat cette assertion; nos lecteurs liront avec intérêt ce qu'il écrit à ce sujet. — Récentes et nombreuses nouvelles des malheureux naufragés de la *Jeannette*. — L'Exploration s'est fait un devoir de donner in extenso le compte-rendu de la dernière assemblée de la Société de géographie commerciale de Bordeaux; on le lira avec intérêt. — Les *Nouvelles de tous les points du globe* sont, comme de coutume, aussi nombreuses que variées.

Jeanne Chezard de Metel vivait au XVI^e siècle. Elle fut, par sa sublime contemplation, par ses vertus, par la fondation de l'Ordre du Verbe-Incarné, par les prodiges de sa

vie, par ses écrits, une sœur des Thérèse de Jésus, des Jeanne de Chantal, des Marie de l'Incarnation, etc., et cependant, chose étonnante ! elle est très peu connue.

L'Ordre du Verbe Incarné, ressuscité de ses ruines depuis quelques années, est en possession de nombreux et importants manuscrits. Puisant à cette source, le Supérieur d'une de ses maisons, ancien professeur de rhétorique, et chargé d'un petit séminaire en renom, a travaillé pendant près de deux ans à mettre en lumière la gracieuse et émouvante figure de la Mère de Matel. Son ouvrage sera une révélation. Biographies édifiantes, vues splendides sur nos dogmes, nos mystères et nos saints, étude sur la vie religieuse, directions de piété, manifestations merveilleuses de l'esprit de Dieu dans une âme d'élite, tels sont quelques-uns des trésors, sous les formes attrayantes de l'hagiographie moderne, offertes au lecteur intéressé, instruit et ému.

Destinant le profit de cette édition à une bonne œuvre, l'auteur s'est décidé à publier son travail par souscription. L'ouvrage intitulé : *La Révérende Mère Jeanne Chezard de Matel, sa vie, son esprit, ses œuvres*, formera deux beaux et forts volumes in-8, et se vendra 10 francs, franco, payables seulement après réception.

Les souscripteurs sont priés d'envoyer leur adresse très lisiblement écrite à M^{me} la Supérieure du couvent du Verbe Incarné, à Evaux (Creuse).

Les souscriptions seront perçues sans frais pour les souscripteurs à domicile, après expédition des volumes. Il ne sera tiré que le nombre d'exemplaires souscrits.

CHRONIQUE & FAITS DIVERS

UN DRAME. — Un enfant a failli être dé-

voré à Précy-sous-Thil (Côte d'Or) par la lionne d'une ménagerie.

Le directeur de la ménagerie exhibait ses animaux. L'enceinte réservée aux spectateurs était séparée des cages par une forte chaîne tendue à soixante centimètres du sol, et éloignée d'un mètre cinquante des animaux : deux gardiens et deux gendarmes surveillaient la représentation.

Tout à coup les spectateurs sont glacés d'effroi à la vue d'une lionne soulevant et attirant à elle un petit garçon qu'elle avait saisi avec ses griffes. Le gendarme Biliardiey empoigne vivement le corps de l'enfant et essaie de l'arracher à l'étreinte du fauve ; vains efforts ! La tête du pauvre petit être a été fortement engagée entre les barreaux de la cage et on court le risque de le décapiter. Le courageux gendarme n'hésite pas un instant. Au mépris du danger qu'il va courir, il introduit son bras dans la cage, entre les pattes de la lionne, réussit à dégager

l'enfant, à l'attirer à lui, et le sauve ainsi d'une mort certaine. Mais en opérant ce sauvetage, il a eu la main profondément blessée par les griffes de la lionne. Quand l'enfant, âgé de onze ans, il a reçu quelques coups de griffes, qui ont produit des blessures peu graves et il en sera quitte pour la peur.

Petite poste.

M. J. P. à C. — Vous expédierons dans quelques jours le *Manuel de prières liturgiques pour les défunts*.

M. B. rév. curé V. (Valais). — Vous expédierons sous peu le solde de votre commande de braille.

M. P. rév. vicaire à S. — Les graduels et versaux, édition de Dijon se vendent 5 fr. pièce.

M. SOUSSINS Rédacteur.

PAPIERS PEINTS
POUR TAPISSERIE

Dessins nouveaux et de bon goût

Prix très avantageux

Papeterie Josué LABASTROU

rue de Lausanne 74, à Fribourg

Magasin au 1^{er} étage

Tourteaux

On offre quelques wagons tourteaux de sésame à bas prix. Offres sous les initiales H 284 Y à Messieurs Haasenstein et Vogler, à Fribourg. (97)

ANTOINE MOOSBRUGGER

confiseur

138 Rue de Lausanne 138

Se recommande à l'honorable public. (98)

LA
FÉDÉRATION

Compagnie d'assurance sur la vie

A LUGERNE

Assurances pour la vie entière.
Assurances temporaires.
Assurances de survie.
Assurances mixtes.
Assurances à terme fixe.
Rentés viagères.
Caisse ecclésiastique.

Pour le canton de Fribourg les affaires sont traitées par l'agent cantonal M. Pie Philipona, n° 13, Grand' rue, Fribourg. (84)

PRIÈRES ET PAROLES

DU B. BENOIT-JOSEPH LABRE

5 cent. pièce, 50 cent. la douz., 2 fr. 50 c. le cent.

MAXIMES ET SENTENCES

DU B. BENOIT-JOSEPH LABRE

5 cent. pièce, 50 cent. la douz., 2 fr. 50 c. le cent.

Se vendent pour contribuer à couvrir les frais de la Canonisation.

En vente à l'IMPRIMERIE CATHOLIQUE

LA GRANDE ERREUR
DE NOS TEMPS

OU LE

LIBÉRALISME EXPLIQUÉ AUX FIDÈLES

Par demandes et par réponses.

Prix de 1 ex. fr. 0 15

12 » 1 40

50 » 5 —

Avec approbation de Mgr l'évêque de Namur.

Viennent de paraître

MEDITATIONS

SUR LA

PASSION DE N.-S. JESUS-CHRIST

pour le saint temps du Carême

par M^{re} EGÉE

Prix : 1 fr. 20

Le succès de ce petit volume que la librairie de l'Œuvre de Saint-Paul, 51, rue de Lille, vient de faire paraître est d'avance assuré. L'auteur nous fait connaître dans une courte préface, les raisons qui l'ont déterminé à écrire ces méditations dans une forme tout à fait nouvelle que beaucoup de personnes apprécieront et goûteront certainement. (Les âmes souvent distraites, trouveront dans chacun des versets de ces pages, une sorte de jalon, de point de repère qui les rappellera sans cesse à leur sujet et les aidera à se maintenir sans effort dans la voie méditative ; les âmes d'oraison, aimeront également un livre qui leur offrira non des méditations toutes faites, mais des sujets de méditations qu'elles pourront creuser et méditer elles-mêmes, selon leur genre de dévotion et la nature de leur esprit.)

La doctrine de ce petit livre est garantie par la précieuse approbation de deux Evêques : Monseigneur l'évêque d'Annecy et Monseigneur de Soissons ; c'est assez dire qu'elle ne laisse rien à désirer.

L'auteur annonce une série de méditations pour tous les temps de l'année liturgique ; nous espérons que le succès de ce premier volume l'encouragera à hâter l'apparition de ceux qui doivent suivre et auxquels nous souhaiterons toute la réussite qu'ils méritent.

HOMMAGE

AUX JEUNES

CATHOLIQUES-LIBÉRAUX

Par Mgr de SÉGUR

Prix : 50 cent.

En vente à l'Imprimerie catholique suisse

LES PETITS BOLLANDISTES

VIE DES SAINTS

DE L'ANCIEN ET DU NOUVEAU TESTAMENT

DES MARTYRS, DES PÈRES, DES AUTEURS SACRÉS ET ECCLÉSIASTIQUES, DES VÉNÉRABLES ET AUTRES PERSONNES MORTES EN ODEUR DE SAINTETÉ

Notices sur les Congrégations et les Ordres religieux

Histoire des reliques, des pèlerinages, des dévotions populaires, des monuments dus à la piété depuis le commencement du monde jusqu'à aujourd'hui.

D'après le P. Giry, les GRANDS BOLLANDISTES, tous les recueils hagiographiques généraux, les hagiologies et les propres de chaque diocèse, tant de France que de l'étranger, et les travaux, soit archéologiques, soit hagiographiques les plus récents. Avec l'histoire de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de la sainte Vierge, des discours sur les mystères et les fêtes, une Année chrétienne, les Martyrologues romains, français et de tous les ordres religieux, etc., des dissertations sur les calendriers ecclésiastiques et les martyrologes, un traité de la canonisation des saints, une histoire abrégée de la science hagiographique, une table alphabétique (française-latine) de tous les saints, une table topographique, une autre selon l'ordre chronologique, une autre de toutes les matières contenues dans l'ouvrage, destinées aux catéchistes, aux prédicateurs, etc. (Ces tables, très complètes, ont été entièrement refondues.)

Par Mgr Paul GUÉRIN, Camérier de Sa Sainteté Pie IX

SEPTIÈME ÉDITION, RENFERMANT UN TIERS DE MATIÈRES DE PLUS QUE LA PRÉCÉDENTE

17 beaux vol. in-8° raisin, contenant la matière de 35 vol in-8° ordinaires sur très beau papier vergé. — Prix 50 francs.

Cette 7^e ÉDITION, ouvrage entièrement neuf, se distingue des six éditions antérieures :

1^{re} Par le plan d'après lequel elle est conçue et dont les proportions atteignent au-delà de tout ce qui a été tenté jusqu'à nos jours sur cette matière, soit par les devanciers de l'auteur, soit par l'auteur lui-même dans ses éditions précédentes ; — 2^e par les matières qu'elle contient, l'auteur ayant su l'enrichir, au profit exclusif de l'hagiographie nationale, de plus de cinq mille vies, notices ou notes nouvelles. Extraites en parties du grand recueil des *Acta sanctorum* et de nombreuses monographies spéciales très détaillées, elles sont comme la fleur de ces ouvrages précieux que leur prix éloigne de la plupart des bibliothèques ; ajoutées pour l'autre partie, de renseignements personnels, elles constituent toute une vaste galerie de documents entièrement inédits, envoyés à l'auteur par voie de correspondance et au prix de sacrifices et de démarches sans nombre de tous les points de l'univers catholique ; — 3^e par la rédaction, qui est celle d'un auteur aidé par l'intelligente collaboration d'un grand nombre d'hommes éminents dans la science hagiographique ; 4^e par la correction scrupuleuse dont elle a été l'objet et que l'on pourrait appeler officielle, puisque, pour cette édition DÉFINITIVE, des mesures efficaces ont été prises, toutes dispenses qu'elles étaient, pour que chaque diocèse revît sa propre histoire par l'intermédiaire d'ecclésiastiques que leurs études rendaient le plus aptes à ce travail.

Exécutée dans ces conditions nouvelles, cette 7^e édition a été honorée d'un bref du Souverain Pontife Pie IX, en date du 19 juin 1874, et des approbations d'un grand nombre d'archevêques et évêques : de Mgr Guibert, de Paris ; de Mgr Donnet, de Bordeaux ; de Mgr Guérin de Langres ; de Mgr Foulon, de Nancy ; de Mgr Boudinet, d'Amiens ; de Mgr Pie, de Poitiers, etc., etc.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE CATHOLIQUE

VIE DE LA SŒUR SAINT-PIERRE

CARMELITE DE TOURS

ÉCRITE PAR ELLE-MÊME

mise en ordre et complétée à l'aide de ses lettres et des annales de son monastère, par M. l'abbé JANVIER, doyen du chapitre de l'église métropolitaine de Tours, directeur des prêtres de la Sainte-Face. Avec approbation de Mgr l'archevêque de Tours. Prix 3 fr. 50.

BOURSE DE GENEVE DU 14 FEVRIER

FONDS D'ETATS	COMPTANT	TERME	DEMANDE	OFFRE	ACTION	COMPTANT	TERME	DEMANDE	OFFRE
5 0/0 Genevois	84 1/4	—	84	84 1/2	Suisse-Occidentale	140	—	137	138
4 1/2 Fédéral 1879	—	—	—	—	Central-Suisse privilégiées	520	—	520	525
4 0/0 1880	100 1/2	—	100	100 3/4	Nord-Est Suisse	517	—	520	525
5 0/0 Italien	85	—	85	85 25	Union Suisse	255	—	266	267
5 0/0 Valais	—	—	—	—	Saint-Gothard	485	—	485	495
					Union privilégiées	205	—	202	205
					Comptoir d'escompte	407	—	405	445
					Banque de commerce	505	—	407	410
					de Genève	1300	—	—	510
					Fédérale	—	—	—	445
					Société suisse des chemins de fer	700	—	700	705
					Banque des chemins de fer	6700	—	6750	6800
					de Paris et Pays-Bas	1080	—	1070	1080
					Crédit Lyonnais	770	—	750	755
					Association financière genevoise	875	—	875	900
					Omnium genevois	—	—	850	895
					Basler Bankverein	—	—	770	780
					Industrie genevoise du gaz	775	—	—	600
					beige du gaz	—	—	595	600
					Gaz de Genève	—	—	700	710
					Muraille	—	—	—	—
					Appareillage, Gaz et Eau	—	—	—	—
					Tabacis italiens	—	—	—	—

BOURSE DE PARIS

13 Févr.	AB COMPTANT	11 Févr.
100 —	Consolidés	100 2/
82 32	3 0/0 Français	82 —
114 50	5 0/0 id.	114 —
—	Or, à New-York	—
132 50	Argent à Londres	132 50
	A TERME	
82 32	3 0/0 Français	82 —
114 50	5 0/0 id.	114 —
84 20	5 0/0 Italien	84 25
100 —	5 0/0 Anglais	100 25
11 07	5 0/0 Turc	11 —
—	5 0/0 Russe 1877	—
—	4 0/0 Autrichien	—
1060 —	Banque de Paris	1025 —
742 50	Crédit Lyonnais	725 —
575 —	Mobilier français	575 —
1465 —	Crédit foncier	1435 —
545 —	Mobilier Espagnol	540 —
760 —	Autrichien	755 —
1550 —	Gaz Parisien	1510 —
2065 —	Suez	2025 —

Ecoles régionales

Le canton de l'...

ver des échecs s...

terrain de l'ins...

désire, il doit e...

dispensables. O...

plus la nécessité...

nales nous paral...

c'est l'avis d'un...

d'Etat et d'écol...

ne sont pas assé...

elles beaucoup p...

plus aux exigen...

situation actuel...

Que la réalisat...

avons exposé

qu'elle nécessit...

nous ne cherch...

mais si l'établis...

colaires peut r...

fédération, s'il...

bienfait de l'i...

large mesure, c...

ces difficultés.

Examinons

des objections

pas de soulever

1^{re} Objection.

teront pas vol...

qui prolongero...

de fréquenter l...

Réponse. Bie...

astreints à fré...

de 17 ans révol...

ront exemptes,

ceux qui sont m...

dispensés. Par...

perspective d'y...

seront de zèle

pour pouvoir é...

le plus tôt pos...

bien peu de je...

à l'école jusqu...

2^e Objection.

serez simplen...

leur enlevant

l'époque fixée

27 FEUIL

RE

A.

Frappé d'ép...

m'en allais au...

nants, les mais...

concitoyens m...

les bras de des...

contrai le gén...

los rues jonché...

larmes baigna...

s'attristait du s...

yeux ; il gémis...

aurait tant vo...

d'autant plus

Magdebourg se...

debourg n'étai...